

## DIFFUSION

## VERSION PAPIER

À la librairie des Éditions

ENS DE LYON

19, allée de Fontenay

69007 Lyon

Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h

(5% de remise sur tous nos titres)

Sur le site ENS ÉDITIONS

ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

Chez votre libraire

Diffusion/Distribution : CID

cid@msh-paris.fr

## VERSION NUMÉRIQUE

OpenEdition Journals

journals.openedition.org/

laboratoireitalien

## CONTACT

15, parvis René-Descartes  
Bâtiment Ferdinand-Buisson  
BP 7000

69342 Lyon cedex 07

+33 (0)4 26 73 11 91 / 11 98

editions@ens-lyon.fr

@ens\_editions

facebook.com/enseditions

## Dossier

Pauline Picco, Guido Panvini, Charlotte Moge • Politiques de la société civile

Nando dalla Chiesa • S'opposer au terrorisme et à la mafia : les luttes  
citoyennes à Milan

Grégoire Le Quang • Résister à la peur : les mobilisations contre le  
terrorisme en Italie (1969-1980)

Guido Panvini, Ottavia Nicolini • L'Estate romana contro il terrorismo

Charlotte Moge • La Sicile, laboratoire de mobilisation citoyenne contre la  
mafia (1982-1992)

Matteo Di Figlia • Da Lotta continua alla religione civile. La memoria di  
Peppino Impastato nelle storie di quattro militanti

Diego Gavini • L'utopia palermitana: i gesuiti nella «primavera»  
dell'antimafia

Antonino Blando • L'antimafia come risorsa politica

Marcello Ravveduto • «Voi siete la schifezza di Napoli». Nascita del  
movimento anticamorra in Campania

Gregorio Sorgonà • Società e 'ndrangheta: il caso di Reggio Calabria

Benedetta Tobagi • Le « familialisme moral » des années 2000.

L'engagement politique des victimes des massacres, du terrorisme et de  
la mafia, entre procès, mémoire et histoire

## Varia

Paolo Conte • Un journal « mal conçu et mal rédigé » : le *Corriere d'Italia*  
(1807-1808), ou comment relire les pratiques politiques des exilés italiens  
dans le Paris napoléonien

ENS  
ÉDITIONSAVIS  
DE  
PARUTION

## LABORATOIRE ITALIEN

22 | 2019

« Sans recourir à la violence » :  
la société italienne face aux terrorismes  
et aux mafias (1969-1992)

Dossier coordonné

par Charlotte Moge, Guido Panvini et Pauline Picco

Ce numéro de *Laboratoire italien* entend analyser les réactions de la société civile italienne face aux violences terroristes puis mafieuses de 1969 à 1992. Ces violences sont d'abord provoquées par les terroristes d'extrême droite puis par certains groupes d'extrême gauche qui choisissent la lutte armée et mènent de nombreuses actions sanglantes. Au cours des années 1980, les terrorismes et les formes de violence politique diffuses sont peu à peu défaits par la réaction des institutions démocratiques et diverses formes de mobilisation venant de la société civile. Mais parallèlement, dès la fin des années 1970, le sud du pays est aux prises avec la violence mafieuse. Au-delà de la diversité des phénomènes et des différentes réalités territoriales, ces violences ont suscité au sein de la société civile italienne des formes de résistances aux caractéristiques communes, qui s'inscrivent dans une tradition de contestation, mais « sans recourir à la violence ». Dans l'analyse de ces moments où la société italienne a dû faire face à ces offensives violentes et où la démocratie a tenu, les réactions de la société civile n'ont que trop rarement été considérées : c'est à combler ce vide historiographique que ce numéro est consacré.



## DIFFUSION

## VERSION PAPIER

À la librairie des Éditions

ENS DE LYON

19, allée de Fontenay

69007 Lyon

Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h

(5% de remise sur tous nos titres)

Sur le site ENS ÉDITIONS

ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

Chez votre libraire

Diffusion/Distribution : CID

cid@msh-paris.fr

## VERSION NUMÉRIQUE

OpenEdition Journals

journals.openedition.org/

laboratoireitalien

## CONTACT

15, parvis René-Descartes  
Bâtiment Ferdinand-Buisson  
BP 7000

69342 Lyon cedex 07

+33 (0)4 26 73 11 91 / 11 98

editions@ens-lyon.fr

@ens\_editions

facebook.com/enseditions

## Dossier

Pauline Picco, Guido Panvini, Charlotte Moge • Politiques de la société civile

Nando dalla Chiesa • S'opposer au terrorisme et à la mafia : les luttes  
citoyennes à Milan

Grégoire Le Quang • Résister à la peur : les mobilisations contre le  
terrorisme en Italie (1969-1980)

Guido Panvini, Ottavia Nicolini • L'Estate romana contro il terrorismo

Charlotte Moge • La Sicile, laboratoire de mobilisation citoyenne contre la  
mafia (1982-1992)

Matteo Di Figlia • Da Lotta continua alla religione civile. La memoria di  
Peppino Impastato nelle storie di quattro militanti

Diego Gavini • L'utopia palermitana: i gesuiti nella «primavera»  
dell'antimafia

Antonino Blando • L'antimafia come risorsa politica

Marcello Ravveduto • «Voi siete la schifezza di Napoli». Nascita del  
movimento anticamorra in Campania

Gregorio Sorgonà • Società e 'ndrangheta: il caso di Reggio Calabria

Benedetta Tobagi • Le « familialisme moral » des années 2000.

L'engagement politique des victimes des massacres, du terrorisme et de  
la mafia, entre procès, mémoire et histoire

## Varia

Paolo Conte • Un journal « mal conçu et mal rédigé » : le *Corriere d'Italia*  
(1807-1808), ou comment relire les pratiques politiques des exilés italiens  
dans le Paris napoléonien

ENS  
ÉDITIONSAVIS  
DE  
PARUTION

## LABORATOIRE ITALIEN

22 | 2019

« Sans recourir à la violence » :  
la société italienne face aux terrorismes  
et aux mafias (1969-1992)

Dossier coordonné

par Charlotte Moge, Guido Panvini et Pauline Picco

Ce numéro de *Laboratoire italien* entend analyser les réactions de la société civile italienne face aux violences terroristes puis mafieuses de 1969 à 1992. Ces violences sont d'abord provoquées par les terroristes d'extrême droite puis par certains groupes d'extrême gauche qui choisissent la lutte armée et mènent de nombreuses actions sanglantes. Au cours des années 1980, les terrorismes et les formes de violence politique diffuses sont peu à peu défaits par la réaction des institutions démocratiques et diverses formes de mobilisation venant de la société civile. Mais parallèlement, dès la fin des années 1970, le sud du pays est aux prises avec la violence mafieuse. Au-delà de la diversité des phénomènes et des différentes réalités territoriales, ces violences ont suscité au sein de la société civile italienne des formes de résistances aux caractéristiques communes, qui s'inscrivent dans une tradition de contestation, mais « sans recourir à la violence ». Dans l'analyse de ces moments où la société italienne a dû faire face à ces offensives violentes et où la démocratie a tenu, les réactions de la société civile n'ont que trop rarement été considérées : c'est à combler ce vide historiographique que ce numéro est consacré.





## Laboratoire italien

Politique et société

22 | 2019

« Sans recourir à la violence » : la société italienne face aux terrorismes et aux mafias (1969-1992)

---

# Società e 'ndrangheta. Il caso Reggio Calabria

*Société civile et 'ndrangheta. Le cas de Reggio de Calabre*

*Civil society and 'ndrangheta. The Reggio Calabria case*

Gregorio Sorgonà

---



### Edizione digitale

URL: <http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/2989>

ISSN: 2117-4970

### Editore

ENS Éditions

Questo documento vi è offerto da Fondation nationale des sciences politiques



### Notizia bibliografica digitale

Gregorio Sorgonà, « Società e 'ndrangheta. Il caso Reggio Calabria », *Laboratoire italien* [Online], 22 | 2019, Messo online il 14 février 2019, consultato il 14 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/2989>

---

Questo documento è stato generato automaticamente il 14 febbraio 2019.



Laboratoire italien – Politique et société est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Società e 'ndrangheta. Il caso Reggio Calabria

*Société civile et 'ndrangheta. Le cas de Reggio de Calabre*  
*Civil society and 'ndrangheta. The Reggio Calabria case*

Gregorio Sorgonà

---

- 1 Le prime tracce dell'esistenza della 'ndrangheta risalgono all'alba dell'Unità d'Italia. Nel 1869 le elezioni amministrative di Reggio Calabria sono annullate, essendo state alterate da una «setta di accoltellatori». La prima sentenza di un tribunale calabrese che riconosce l'esistenza della «picciotteria» è del 16 luglio 1890, indicando tra l'altro l'esistenza di due livelli all'interno di questa associazione. Nel 1897 viene scoperto il codice di Seminara che prende il nome dal paese in cui è ritrovato. L'elenco di norme regola l'ingresso nella società criminale e assicura assistenza «agli affiliati arrestati». Un codice analogo, rinvenuto a Catanzaro nel 1902, fa riferimento a tre gradi gerarchici della società – picciotto, camorrista, capo contabile – e individua le condizioni di esclusione da essa: non vi possono aderire gli omosessuali, i «mariti traditi» e i carabinieri. Nel 1903 «cinquantaquattro imputati di Gioia Tauro», comune agricolo al centro dell'omonima piana, sono accusati di essere «nelle file della mafia». Nel 1909 compare la voce *'ndranghiti* nel vocabolario del dialetto reggino curato da Giovanni Malara; il termine indica un uomo «balordo». Nel 1926 il generale Giuseppe Delfino rinviene un nuovo codice a Platì che indica l'esistenza di cinque gradi gerarchici, segno di una evoluzione della struttura associativa dell'organizzazione criminale<sup>1</sup>, il cui nome, tra l'altro, non è ancora ben definito.
- 2 La 'ndrangheta assume notorietà fuori dai confini della Calabria solo nell'agosto 1955. Il 10 del mese i familiari del sottosegretario all'Agricoltura, il liberale Antonio Capua, sono bloccati sulla propria automobile durante il tentativo di sequestro di un imprenditore reggino. La reazione dello Stato si concretizza con l'*operazione Marzano*, che prende il nome dall'allora Questore di Reggio Calabria. Nel giro di un mese sono effettuati 281 fermi e 138 arresti<sup>2</sup>. L'operazione suscita molte polemiche, in particolare nella sinistra dello schieramento politico che considera i provvedimenti di Marzano punitivi nei propri confronti. Per inciso, fino alla fine degli anni Sessanta la mafia calabrese non ha un

orientamento ideologico anticomunista, anzi. Non mancano le sovrapposizioni tra la 'ndrangheta e il Pci, soprattutto nel versante ionico reggino, in quello aspromontano<sup>3</sup> e a Crotona<sup>4</sup>.

- 3 I decenni Cinquanta e Sessanta sono anni di estensione per la 'ndrangheta della provincia di Reggio Calabria. A partire da essi si può parlare di un fenomeno 'ndranghetistico tale da interessare la società calabrese e in particolare quella reggina. Emergono figure di vertice riconoscibili all'interno dell'associazione: i boss Antonio Macrì, Giuseppe Nirta, Domenico Tripodo. Sono altresì assenti reazioni di contrasto alla 'ndrangheta, eccettuate quelle riferibili alle istituzioni, tanto che in uno dei libri più noti sul fenomeno, scritto a quattro mani da un magistrato e da un giornalista, l'unico caso di ribellione alla 'ndrangheta citato prima degli anni Settanta è quello di Serafino Castagna, un appartenente all'organizzazione che nella primavera del 1955 uccide in serie la madre di un nemico, due anziani che provano a impedirgli di uccidere una ragazza che lo aveva rifiutato, il padre, che lo aveva avviato sulla strada della criminalità organizzata e, infine, un quinto uomo durante la latitanza durata 60 giorni<sup>5</sup>.

## Summit e rivolte

- 4 Il 26 ottobre 1969 è la data che segna una cesura nella storia della 'ndrangheta. La polizia interrompe un summit mafioso a Montalto in un'operazione che è il probabile riflesso reggino della breve campagna di repressione statale contro le organizzazioni mafiose successiva alla strage di Ciaculli del 1963<sup>6</sup>. Al blitz fa seguito un processo, dibattuto presso il Tribunale di Locri, che nella sentenza prova a tracciare l'evoluzione storica della 'ndrangheta e delinea le ragioni di attrito all'interno di essa, in particolare quelle riguardanti la trasformazione della struttura dell'associazione e delle sue finalità. Il summit di Montalto corrisponde alla tradizionale riunione annuale organizzata dalle 'ndrine, le sotto unità territoriali del più ampio fenomeno noto come 'ndrangheta, presso il santuario della Madonna di Polsi. L'incontro è convocato per appianare delle divergenze riguardo argomenti nodali per la vita della mafia calabrese: i sequestri di persona, l'orientamento politico, l'ipotesi di dotare la 'ndrangheta di organismi unitari di governo.
- 5 L'impressione, suffragata soprattutto dalle testimonianze dei pentiti che iniziano a rendersi disponibili dagli anni Novanta, è che nella 'ndrangheta sia nato un blocco supportato da chi la vorrebbe avvicinare al modello organizzativo della mafia americana e di quella siciliana, condurla inoltre all'alleanza con la destra eversiva e incrementare infine i sequestri di persona. Queste tre posizioni, non necessariamente consequenziali, riflettono grossomodo le preferenze della mafia della piana di Gioia Tauro, fautrice della verticalizzazione gerarchica, della 'ndrangheta emergente nel comune di Reggio Calabria, vicina alle formazioni neofasciste<sup>7</sup>, della 'ndrangheta di San Luca, che praticherà i sequestri di persona fino ai primi anni Novanta. Dall'altra parte si pongono alcuni capi storici della 'ndrangheta, come Macrì, boss di Siderno, e Tripodo, capo della mafia reggina, refrattari in particolare ad adottare organismi unitari di governo.
- 6 La sentenza del Tribunale di Locri sul summit di Montalto è rilevante, in particolare, perché rivela due caratteri della 'ndrangheta postbellica: l'aspirazione imprenditoriale e il salto di qualità nell'uso della violenza. La vocazione imprenditoriale, ad esempio, è considerata trasversale a tutti i principali capimafia dell'epoca: Giuseppe Nirta, al vertice della 'ndrangheta di San Luca, è impegnato a realizzare già dal 13 aprile 1956 «una

cartiera, con capitali certamente provenienti da fonti delittuose» e ha sgombrato il campo dai concorrenti, come tale Ilario Tarsitani, ricorrendo alla propria capacità intimidatrice; Macrì esercita la sua attività imprenditoriale «nel campo del commercio e delle mediazioni agrumarie, delle trebbiatrici, dell'edilizia»; Tripodo, capo della mafia reggina, è definito «imprenditore occulto di autotrasporti e di forniture edilizie»<sup>8</sup>. Queste tre figure sono accomunate anche dall'essere indiziate per aver commesso numerosi omicidi dalla metà degli anni Quaranta in poi, sebbene il processo si concluda con la loro assoluzione.

- 7 Il ricorso alla violenza intimidatrice è il modo in cui la 'ndrangheta si fa spazio nel mondo imprenditoriale, in particolare dalla seconda metà degli anni Sessanta, quando in Calabria si riversano ingenti finanziamenti pubblici per la costruzione dell'Autostrada del Sole e di altre infrastrutture. La 'ndrangheta ha un target sociale ben definito: gli imprenditori che lavorano nel reggino, pochi dei quali restano esenti dalle minacce, a maggior ragione se alle intimidazioni propriamente dette si aggiungono i sequestri, anch'essi indirizzati in quegli anni verso professionisti e imprenditori locali<sup>9</sup>. La pratica del sequestro distingue la 'ndrangheta da Cosa nostra, che non li effettua per non spezzare «il patto tra protettori e protetti»<sup>10</sup>. In Calabria, invece, il sequestro è un ulteriore strumento di concorrenza nei confronti di quelli che non sono percepiti come protetti, semmai come rivali. Le pressioni sugli imprenditori e i sequestri offrono l'accumulazione di capitale da reinvestire nell'imprenditoria e consentono alla 'ndrangheta di mettere in mostra la propria capacità di controllo del territorio. È probabilmente questo il primo modo in cui la 'ndrangheta impatta direttamente con la società calabrese, colpendone in primo luogo l'embrionale borghesia imprenditoriale.
- 8 Tra il 1967 e il 1968 si susseguono attentati dinamitardi e intimidazioni che colpiscono i cantieri e i funzionari delle imprese impegnate nella realizzazione dell'autostrada e del raddoppio del binario ferroviario in provincia di Reggio Calabria. Gli attentati dinamitardi passano dai 45 del 1968 ai 145 del 1972, mantenendosi a una media di 100 l'anno tra il 1969 e il 1971. La tendenza al rialzo avviene negli anni in cui Reggio diviene protagonista della più duratura rivolta urbana della storia repubblicana, determinata dalla scelta di attribuire a Catanzaro la qualifica di capoluogo regionale. La partecipazione della 'ndrangheta alla rivolta merita più di un inciso, sia perché è anch'essa ragione di attrito all'interno dell'organizzazione, sia perché rimodula il rapporto tra 'ndrangheta e società nella città di Reggio Calabria.
- 9 Giacomo Lauro, il più noto pentito di 'ndrangheta nonché uno tra i più affidabili per la magistratura, ha sempre affermato la partecipazione intenzionale e organica delle 'ndrine alla rivolta: testimonianza suffragata quantomeno dal fatto che Lauro venne arrestato per una manifestazione pro capoluogo il 14 settembre 1970. Una versione parzialmente diversa è data invece da un secondo pentito, Giovanni Gullà, per il quale la discussione se aderire o meno ai moti creò dei contrasti tali dentro la 'ndrangheta, al cui interno erano presenti tendenze politiche differenti, da decidere «di non partecipare direttamente a manifestazioni di piazza»<sup>11</sup>. Va anche detto che la testimonianza di Gullà può riflettere la sua particolare esperienza di 'ndranghetista a stretto contatto con gli ambienti del Pci di Gallico e quindi rifletta più un dilemma locale che generalizzabile alla 'ndrangheta.
- 10 Per quanto riguarda invece il rapporto tra 'ndrangheta e società reggina, più che affannarsi a cercare i nessi di intenzionalità tra le aspirazioni della mafia calabrese e quelli di alcuni ambienti della rivolta urbana, può essere utile ragionare sul lessico e sulla cultura che i moti esprimono e sui suoi effetti sulla presenza della 'ndrangheta nel

discorso pubblico reggino. La rivolta del *boia chi molla* alimenta una cultura diffusa nella società reggina, il cui carattere principale è una percezione della legittimità delle istituzioni statali che è strettamente dipendente dalla possibilità di piegarle a degli interessi corporativi. La logica di base della rivolta è localistica, «con un riferimento primario al contesto locale, a prescindere dalle differenze sociali e ideologiche»: tende perciò a stabilire un cleavage tra interno ed esterno, tra i reggini e i loro nemici. Se questa è l'ideologia di fondo che anima il *boia chi molla*, vi sono poi dei predicati di questo senso comune prettamente relativi alla percezione della 'ndrangheta. In particolare, si vuole qui fare riferimento all'uso del termine «mafia» da parte delle avanguardie della rivolta.

- 11 Alcuni dei sostenitori del *boia chi molla*, si veda il ciclostilato firmato dall'armatore Amadeo Matacena il 3 ottobre 1970, usano il termine mafia per indicare genericamente i politici calabresi giudicati responsabili della scelta sul capoluogo, a partire da Riccardo Misasi. Si tratta di un registro semantico utilizzato da altri soggetti che sostengono la rivolta da destra: lo usa la rivista «Candido» e lo usa soprattutto il Comitato d'azione, l'area della rivolta nella quale secondo i pentiti la commistione tra estrema destra e 'ndrangheta è più palpabile. Il Comitato d'azione parla di «mafia della politica» per la prima volta il 17 settembre 1970, subito dopo l'omicidio del conducente di autobus Angelo Campanella, avvenuto durante uno sciopero generale cittadino, e ne reitera l'uso nei mesi seguenti, spesso nella forma di «mafia dei baroni rossi». Anche la sinistra reggina usa con frequenza il termine mafia in relazione alla rivolta e lo fa per denunciare l'infiltrazione della 'ndrangheta nei moti<sup>12</sup>: essa interpreta perciò la rivolta come un evento eterodiretto e usa la parola mafia per riferirsi alla 'ndrangheta e non ai partiti: un uso esattamente contrario rispetto a quello praticato dalle avanguardie che indirizzano i moti.
- 12 L'uso ampio del termine mafia potrebbe far pensare, quindi, a una prima forma di denuncia del fenomeno. Ma se è vero che l'utilizzo indifferenziato di un termine ne tradisce il significato, l'assenza di specificità con la quale si fa ricorso alla parola mafia e l'equivalenza fissata tra questa e i partiti crea semmai un senso comune nel quale l'unico nemico della città di Reggio, la *vera mafia*, proviene dal suo esterno. La falsa analogia tra mafia e partiti giova alla 'ndrangheta per due ragioni: da un lato la perdita di specificità del termine implica che nel discorso pubblico venga inibita la possibilità di riflettere analiticamente su cosa sia la 'ndrangheta, dall'altro la 'ndrangheta è un elemento della comunità reggina, non è esterno a essa, e se il cleavage che si afferma nel senso comune è quello tra interno/esterno, tutto ciò che si pone all'interno della prima sfera gode di una legittimazione esclusa per chi agisce nella seconda.
- 13 Il lessico della rivolta è innervato di coloriture antipartito e dello Stato si chiede l'intervento in forme prettamente assistenziali. È una forma di cultura corporativistica diffusa, che tende a porre la comunità locale in un rapporto di alterità rispetto allo Stato di cui è parte. Al tempo stesso, la 'ndrangheta, quantomeno quella sua parte che a Montalto si era schierata per un cambiamento dell'organizzazione, investe nella rivolta e quindi si legittima attraverso di essa, approfittando del fatto che a essere delegittimate sono le istituzioni. La rivolta del luglio 1970 coincide infine con la maturazione ideologica della 'ndrangheta. Le intersezioni con gli ambienti del Pci reggino, rilevabili in alcune località fino al decennio precedente, vengono meno<sup>13</sup>.
- 14 Il crocevia tra gli anni Sessanta e Settanta è quindi decisivo per la 'ndrangheta per questioni che attengono alla sua struttura associativa, alle fonti con le quali si finanzia e alla finalizzazione di quei capitali, infine al rapporto che essa intende avere col resto della

società: non più organizzazione votata principalmente all'economia criminale, bensì soggetto che aspira a governare la società reggina, indirizzando la vita politica della città. Il passaggio è storico e non indolore.

## La prima guerra di 'ndrangheta, la nascita della Santa, la nascita di una mobilitazione civile

- 15 La prima guerra di mafia è inaugurata dall'uccisione di Giovanni De Stefano, avvenuta nel bar Roof Garden il 24 novembre 1974, e chiusa da quella di Domenico Tripodo, avvenuta nel carcere di Poggioreale il 26 agosto 1976. Il *casus belli* è apparentemente il flusso di denaro pubblico finalizzato a sedare la rivolta per il capoluogo. Nelle parole di Giacomo Lauro, chi fino ad allora «aveva venduto frutta e verdura» cominciava a immaginare se stesso come «autotrasportatore oppure imprenditore»<sup>14</sup>, aspirando perciò ad assumere il ruolo che fino ad allora nella 'ndrangheta era stato ricoperto dalle figure apicali. Gli appetiti sull'economia legale aumentano senza dismettere, anzi, quelli sull'economia criminale: i sequestri passano dai due registrati tra il 1963 e il 1969 ai 53 avvenuti nell'arco di tempo che va dal 1970 al 1978<sup>15</sup>.
- 16 La guerra si conclude con la vittoria dell'asse Piromalli-De Stefano-Nirta. I due capi dello schieramento avversario, Macrì e Tripodo, sono uccisi. Lo scontro non si può ridurre a ragioni meramente economiche, né tantomeno a un conflitto generazionale. Inoltre, dalla guerra non emerge un unico vincitore<sup>16</sup>. Se proprio si vuole fare ricorso al discrimine ingannevole tra mafia vecchia e nuova, esso non è individuabile certo nell'età dei contendenti, ma riguarda il modello di organizzazione da adottare. Inoltre, la guerra ha un epilogo tragico anche per i fratelli De Stefano e non convincono le tesi che affermano il loro dominio sulla mafia reggina<sup>17</sup>. Nella prima guerra di 'ndrangheta gli schieramenti si rimodulano, non si verifica un assalto dalla periferia alla conquista del centro. Al contrario, è dal centro cittadino che parte l'attacco a una 'ndrangheta tradizionalmente più forte nelle aree aspromontane e nelle piccole realtà urbane della fascia ionica e tirrenica. È un modello esattamente opposto a quello siciliano, nel quale il centro della mafia è storicamente la grande città, Palermo<sup>18</sup>. Antonio Macrì, capo carismatico della 'ndrangheta perdente, è ucciso da un commando reggino in trasferta a Siderno. Il cleavage centro/periferia non vale nemmeno per comprendere le dinamiche interne allo schieramento vincente. A guerra finita le 'ndrine della montagna non attendono certo di essere le vittime sacrificali degli appetiti delle cosche cittadine e siglano a loro modo la pace: a scontro ormai concluso, il 7 novembre 1977, Giorgio De Stefano, il maggiore dei tre fratelli rimasti in vita, è invitato in Aspromonte a discutere di affari e viene ucciso in questa occasione da Giuseppe Suraci, che sarà a sua volta ammazzato, decapitato e la sua testa mozzata recata in dono al clan di Archi. Nonostante l'omicidio riparatore, l'ipotesi più probabile è che si tratti di una ritorsione contro i De Stefano nel momento in cui essi tentano di allargare la propria sfera di controllo. In Calabria non siamo perciò di fronte all'affermazione unilaterale di uno schieramento e del suo capo. I presunti capi assoluti della famiglia vincente nel reggino sono ammazzati nel giro di undici anni, restando in vita solo il minore dei fratelli, Orazio.
- 17 A vincere nella prima guerra di 'ndrangheta non è una singola famiglia, bensì un modello organizzativo. Al termine dello scontro nasce la struttura denominata *Santa*. A fregiarsi per primo del grado, secondo la testimonianza del collaboratore di giustizia Gaetano



Costa, è Girolamo Piromalli, che lo avrebbe ricevuto «direttamente a Toronto»<sup>19</sup>. La *Santa* è un nuovo livello gerarchico superiore, composto da trentatré persone alle quali è consentito aderire alla massoneria e avere rapporti con le forze dell'ordine e dei servizi segreti. La nascita di questa organizzazione si inserisce nel tentativo di dotare la 'ndrangheta di una struttura verticale di comando. È un processo che ha qualche analogia con quanto avvenuto dentro Cosa nostra, con la nascita della Commissione. Anche in quel caso, la testimonianza di un pentito, Tommaso Buscetta, attribuisce la trasformazione organizzativa a un input d'oltreoceano. Ma come per Cosa nostra<sup>20</sup>, nella 'ndrangheta il passaggio è frutto di dinamiche funzionali interne all'organizzazione criminale che spingono alla nascita di una struttura di comando che controlli le autonomie locali in modo da cercare di ridurre al minimo gli scontri per il controllo del territorio. Serviranno un'altra guerra di mafia e almeno altri settecento morti per giungere a questo obiettivo.

- 18 Le testimonianze dei pentiti lascerebbero intendere che con la *Santa* si intensifichi ulteriormente la relazione tra 'ndrangheta, massoneria e i circuiti dell'anticomunismo più oltranzista, una ipotesi avanzata già nel 1985 dal deputato comunista reggino Enzo Fantò<sup>21</sup>. Filippo Barreca, boss della frazione di Pellaro, santista e pentito sulle cui dichiarazioni sarebbe sorto il maxiprocesso anti-'ndrangheta noto come Olimpia, sostiene che la nascita della *Santa* si collega a quella di una loggia fondata da Franco Freda e orientata alla «eversione dell'ordine democratico»; il pentito Giuseppe Albanese attribuisce inoltre alla *Santa* la disponibilità di gruppi armati utilizzabili «su tutto il territorio nazionale per sostenere qualunque iniziativa tendente a destabilizzare l'ordine democratico dello Stato»<sup>22</sup>. Tuttavia, l'aspetto più tangibile della nascita della *Santa* sembrerebbe riguardare il rapporto tra 'ndrangheta e società reggina.
- 19 I magistrati della Direzione distrettuale antimafia di Reggio Calabria, durante il processo Olimpia, hanno parlato a proposito di «un mutamento radicale nella 'cultura' e nella 'politica' della 'ndrangheta», passando «da un atteggiamento di contrapposizione, o almeno di totale distacco, rispetto alla società civile, ad un atteggiamento di integrazione»<sup>23</sup>, finalizzato a intervenire nella vita politica, economica e istituzionale calabrese. È opinabile che prima della fine degli anni Settanta la 'ndrangheta fosse contrapposta alla società civile calabrese, tanto che i primi segni tangibili di un attrito tra la prima e parte della seconda si avranno solo dopo la fine della prima guerra di mafia. È ben più solida invece l'ipotesi che la *Santa* abbia mirato a costruire un cervello dell'organizzazione criminale, dotandola di una strategia politica ed economica più unitaria e dalle aspirazioni maggiori rispetto alla 'ndrangheta precedente lo scontro del 1974-1976. Per altro verso è quanto afferma la relazione della Commissione parlamentare antimafia nel 2008, relatore Francesco Forgione, quando osserva che con la nascita della *Santa* la 'ndrangheta entra in contatto con «professionisti (medici, avvocati, notai), imprenditori, uomini politici, rappresentanti delle istituzioni, tra cui magistrati e dirigenti delle forze dell'ordine». Meno convincente, nell'interpretazione di Forgione, è semmai che con la nascita della *Santa* la 'ndrangheta giunga a un controllo totalizzante di ogni aspetto della vita calabrese, assurgendo al ruolo di «interlocutore imprescindibile» per «ogni affare, investimento, programma di opere pubbliche avviato sia a livello regionale che centrale», così come «di ogni consultazione elettorale, amministrativa e politica»<sup>24</sup>.
- 20 La *Santa* è coeva anche alla trasformazione imprenditoriale della 'ndrangheta ed è probabilmente pensata per potere disporre di una cabina di controllo sui flussi di denaro pubblico che giungono in Calabria. L'evoluzione organizzativa ha anche un riflesso in

politica: dalla vicinanza alla destra extraparlamentare si passa all'entrismo nei partiti che governano Reggio. Un segno di questa trasformazione si può cogliere nelle elezioni comunali che si svolgono a Reggio Calabria nel 1980: l'avvocato Giorgio De Stefano, cugino di primo grado dei boss di Archi, è eletto al consiglio comunale nelle file della Dc, risultando il secondo consigliere per numero di preferenze. Negli stessi anni nei quali avviene questo cambiamento strutturale della 'ndrangheta si registrano le prime forme di reazione organizzata all'espansione del potere mafioso nella provincia di Reggio Calabria, mentre la società civile reggina appare nella migliore delle ipotesi indifferente alla prima esplosione della violenza di 'ndrangheta sul proprio territorio. Nonostante circa 200 morti ammazzati in due anni, in città non si registra alcuna mobilitazione degna di nota. Occorre perciò una doppia disambiguazione del termine società civile. In primo luogo, non si può omettere che una parte della società civile è composta anche da soggetti che non solo non entrano in conflitto con la 'ndrangheta, ma partecipano della sua espansione. Inoltre, i primi casi di ribellione alla 'ndrangheta sono o individuali o legati alla militanza politica ed è sull'onda del loro esito spesso tragico che si realizzano le prime mobilitazioni collettive antimafia nel reggino.

## La mobilitazione antimafia dallo Ionio al Tirreno

- 21 La storia della reazione contro la violenza mafiosa si può datare dagli anni Settanta in poi ed è costellata di vittime. La prima manifestazione pubblica contro la 'ndrangheta è tenuta il 29 dicembre 1975 a Gioiosa Ionica. Fino al gennaio precedente Gioiosa, anche per contiguità territoriale, era una frazione ricadente nell'ambito del controllo del sidernese Antonio Macrì, di fatto il reggente della costa ionica. La morte di Macrì destabilizza gli assetti dell'area e crea un vuoto di potere. Inoltre, alcuni fattori locali esaltano la specificità di Gioiosa. Nelle elezioni amministrative del 1975 il Pci supera il 43% dei voti, mentre il risultato in tutta la provincia è un ben più modesto (22%). Il Pci è in ascesa in tutta Italia e il tesseramento riprende a crescere alla metà degli anni Settanta grazie all'apporto di numerosi giovani, che in Calabria rinnovano un partito caratterizzato prima degli anni Settanta da più di un'opacità verso la 'ndrangheta. Negli anni Settanta a Gioiosa è anche attivo un parroco, Natale Bianchi, che «promuove manifesti contro le estorsioni e manifestazioni contro la mafia». Non è un'attività grata alla Chiesa locale e nel 1975 Bianchi è sospeso *a divinis*. Gioiosa sarà anche il primo comune a costituirsi parte civile contro le cosche, il 24 gennaio 1978. Gioiosano è poi Rocco Gatto, militante comunista e mugnaio, che si rifiuta ripetutamente di pagare il pizzo agli Ursini, la famiglia mafiosa del luogo. Gatto subisce minacce, intimidazioni, persino il furto di una collezione di orologi e l'incendio del mulino, denuncia gli Ursini alla magistratura e nel gennaio 1976 è anche intervistato dalla trasmissione nazionale G7, durante la quale afferma: «non pagherò mai la mazzetta, lotterò fino alla morte». Verrà ucciso il 12 marzo 1977, dopo aver rifiutato di chiudere le saracinesche del suo mulino in segno di lutto per l'uccisione di Vincenzo Ursini, avvenuta durante un conflitto a fuoco col locale comandante dei carabinieri, Gennaro Niglio, legato da un rapporto confidenziale alla famiglia Gatto. A un anno di distanza dall'omicidio di Rocco Gatto, una manifestazione popolare ne ricorda la figura e la celebra con un murales, il Quarto stato dell'anti-'ndrangheta. Si inaugura in questo modo una delle tipologie di pedagogia civile più diffuse tra i movimenti antimafia calabresi, ossia la celebrazione della memoria delle

vittime, che istituisce luoghi per ricordarne la vita e la morte, supplendo spesso all'indifferenza delle istituzioni locali.

- 22 Spostandoci sul versante tirrenico, nella piana di Gioia Tauro il primo significativo fenomeno di protesta contro la 'ndrangheta nasce anch'esso per reazione all'omicidio di un comunista, sebbene avvenuto a causa di uno scambio di persona. Francesco Vinci, candidato del Pci alle elezioni comunali del 1976, è ucciso a soli 18 anni per un errore, il 9 dicembre 1976. Il giorno seguente una manifestazione di protesta si reca sotto la casa dei boss di Cittanova, paese in cui è vissuto Vinci. È la prima manifestazione contro la 'ndrangheta nella quale è prevalente la componente giovanile e studentesca. Anche in questo caso siamo di fronte a una costante che si ripeterà nel corso degli anni, ossia il fatto che la mobilitazione contro la 'ndrangheta segue spesso singoli atti compiuti contro «civili» e ad animarla sono prevalentemente le giovani generazioni. Della mobilitazione seguente all'omicidio di Vinci rimarrà qualche traccia duratura nella politica cittanovese: Franco Morano, amico di Vinci, sindaco progressista di Cittanova negli anni Novanta, è annoverabile tra le figure di amministratori locali che in quel decennio, come vedremo, si opporranno alla 'ndrangheta; inoltre, Cittanova è il luogo di nascita della prima associazione antiracket calabrese, l'Acipac, che sarà fondata seguendo l'esperienza dell'Associazione antiracket di Capo d'Orlando.
- 23 Vinci e Gatto non sono gli unici militanti comunisti a essere uccisi in quegli anni. Giuseppe Valarioti, segretario della sezione del Pci di Rosarno, secondo centro per importanza nella piana di Gioia Tauro, è ammazzato l'11 giugno 1980 al termine di una campagna per le elezioni regionali che ha visto susseguirsi numerosi attentati intimidatori contro il Pci. L'11 luglio 1980, nel trigesimo dell'omicidio di Valarioti, il Pci organizza una manifestazione conclusa da un comizio di Pietro Ingrao. Negli stessi giorni il sindaco di Rosarno, esponente del Psi, nega l'esistenza della 'ndrangheta e riconduce l'omicidio a una questione sentimentale. Ciò che emerge nel corso dei procedimenti penali sull'omicidio Valarioti sono invece le compromissioni della cooperativa agrumicola Rinascita, nella quale Valarioti lavorava, con la 'ndrina dei Pesce. I processi non si concluderanno con una sentenza di condanna, anche se nel 1983 il pentito Giuseppe Scriva individuerà i mandanti dell'omicidio nelle famiglie mafiose di Gioia Tauro e Rosarno, sostenendo anch'egli l'intreccio tra la 'ndrangheta locale e i membri della cooperativa Rinascita, la pista forse più attendibile per individuare le cause dell'omicidio Valarioti, a oggi ancora irrisolto. Infine, il 21 giugno 1980 viene ucciso Giovanni Lo Sardo, assessore comunista nella cittadina di Cetraro, uno dei centri della mafia cosentina.
- 24 Gli omicidi dei militanti comunisti sono anticipatori di un ulteriore salto di qualità della violenza della 'ndrangheta, che negli anni Ottanta non si limita più agli attentati dimostrativi intimidatori contro imprenditori e forze dell'ordine, ma sperimenta la pratica dell'omicidio selettivo. Giuseppe Priolo, titolare di Telecalabria, una emittente che «dà spazio in maniera coraggiosa a programmi, dibattiti e trasmissioni anti-'ndrangheta», è ucciso insieme ai due figli il 17 febbraio 1981. Il 3 maggio 1982 una autobomba uccide Gennaro Musella e al delitto concorrono il clan De Stefano e la cosca catanese di Nitto Santapaola, con lo scopo di punire l'ingegnere napoletano per i suoi interessi nei lavori per il costruendo porto di Bagnara<sup>25</sup>. Nel 1985, poco prima dello scoppio della seconda guerra di 'ndrangheta, gli attacchi contro le forze dell'ordine indicano quale sia la capacità del controllo mafioso sul territorio. Il 6 febbraio è ucciso Carmine Tripodi, comandante della stazione dei carabinieri di San Luca, dopo che il giorno precedente aveva accompagnato l'ingegnere Carlo De Feo, un ex sequestrato, nel corso di un blitz

conclusosi con numerosi arresti. In atto di disprezzo i killer pisciano sul suo cadavere. Nelle settimane seguenti cadono nell'ordine Giuseppe Macheda, vigile urbano di Reggio Calabria punito per la sua attività di contrasto all'abusivismo edilizio; Sergio Cosmai, direttore del carcere di Cosenza che aveva appena represso una protesta dei detenuti nella quale era coinvolto anche il boss Francesco Perna (13 marzo); l'impiegato regionale Osvaldo Licursi (Cetraro, 12 aprile)<sup>26</sup>. Sono segni di un potere che non vuole barriere e raramente le trova, mentre lo Stato sembra rinunciare allo strumento più importante di cui dispone nella lotta alla mafia, ossia la repressione poliziesca. La seconda guerra di 'ndrangheta, una esplosione di violenza che ha pochi paragoni nella storia d'Italia, in particolare se si tiene in considerazione che riguarda una città con meno di duecentomila abitanti, confermerà questa condizione di latitanza delle istituzioni.

## La seconda guerra di mafia

- 25 La guerra è la dimostrazione che la 'ndrangheta, nonostante l'evoluzione santista, non è in grado di prevenire conflitti potenzialmente autodistruttivi. I contrasti tra singoli per il controllo del territorio, in una organizzazione divisa per 'ndrine corrispondenti a famiglie di sangue e caratterizzata da una rilevante propensione all'endogamia clanica, possono generare un effetto domino<sup>27</sup>. L'11 ottobre 1985 Paolo De Stefano ordina la morte di Antonino Imerti, boss emergente della cittadina di Villa San Giovanni, l'area portuale di collegamento tra l'Italia peninsulare e la Sicilia. Per uccidere Imerti si ricorre a un'autobomba, che fallisce nel proprio obiettivo. Imerti è imparentato con i Condello di Archi, in virtù di un matrimonio. I Condello rappresentano la famiglia che ha fornito ai De Stefano alcuni dei killer più efficienti durante la prima guerra di 'ndrangheta. La loro risposta all'attentato è immediata: il 13 ottobre 1985 uccidono Paolo De Stefano e un suo guardia spalle mentre stanno girando in moto per Archi, il quartiere che avrebbe dovuto essere il suo regno. I De Stefano reagiscono subito all'attacco e allargano il fronte delle ostilità. Il 23 aprile 1986 Francesco Serraino, boss dell'omonima famiglia egemone sull'area dell'Aspromonte che si affaccia sullo Stretto di Messina, è ucciso insieme al figlio Alessandro durante un eclatante attentato dentro gli Ospedali Riuniti di Reggio Calabria. La mossa è probabilmente una vendetta a lungo covata per l'omicidio di Giorgio De Stefano avvenuto nel 1977, a riprova del fatto che la logica della faida nella 'ndrangheta fa ancora aggio sul perseguimento razionale dei fini. La scelta allarga il fronte dei nemici dei De Stefano oltre l'area urbana del comune di Reggio Calabria, nella quale essi sono egemoni.
- 26 La seconda guerra di 'ndrangheta durerà sei anni e causerà circa 700 morti. Gli omicidi avvengono prevalentemente in pieno giorno, a volte con modalità eclatanti: macchine saltate in aria sotto i colpi dei bazooka; colpi di precisione esplosi da centinaia di metri di distanza e carichi con pallottole esplosive; tempeste di piombo che piegano anche le protezioni delle macchine blindate; perfino l'omicidio di un ex amministratore delegato delle Ferrovie dello Stato, il democristiano Lodovico Ligato, crivellato di colpi sull'uscio della sua casa delle vacanze. Ma è soprattutto una mattanza di giovani, mentre i capi mafia rimangono chiusi in casa. Squadre di killer dell'una e dell'altra fazione perlustrano la città andando a caccia di possibili vittime. Uno scontro fragoroso, che da solo basterebbe a restituire la fragilità del luogo comune secondo cui la 'ndrangheta sarebbe una mafia silenziosa, assurda a notorietà solo dopo la strage di Duisburg<sup>28</sup>. Il conflitto giunge a termine solo con l'intervento di Cosa nostra, che chiede e ottiene in cambio

l'omicidio del giudice Scopelliti nell'agosto 1991. Terminata la guerra, la provincia di Reggio è divisa in tre mandamenti – ionico, area dello Stretto, tirrenico<sup>29</sup> – proseguendo quindi il percorso orientato all'istituzione di organismi di governo unitari.

- 27 Negli anni in cui le sue strade sono insanguinate, Reggio Calabria non è protagonista di alcuna significativa protesta contro la 'ndrangheta e continua a distinguersi perciò da altre zone della provincia nelle quali, nonostante la pressione intimidatoria dei mafiosi non sia certo minore, proseguono dei fenomeni di contrasto del potere mafioso, individuabili principalmente in ambito politico e imprenditoriale. Nel 1989 il consiglio comunale di Gioiosa Ionica si dimette per denunciare l'arroganza delle cosche locali che «impediscono lo sviluppo e minacciano la convivenza civile e pacifica della comunità». Il 20 marzo dello stesso anno a Locri è ucciso Vincenzo Grasso, un concessionario di automobili che dal 1982 al 1989 aveva accumulato denunce su denunce contro i tentativi di estorsione<sup>30</sup>. Alla fine del decennio sono più volte minacciati gli amministratori di Polistena, comune di medie dimensioni a pochi chilometri da Gioia Tauro, a partire dal sindaco ed ex senatore comunista Girolamo Tripodi. Nel 1990 il vicesindaco Giovanni La Ruffa viene ferito durante un agguato e si salva solo perché una costola devia il proiettile che altrimenti gli avrebbe trapassato i polmoni<sup>31</sup>. Il 7 febbraio 1990 viene ucciso a Villa San Giovanni il professore Giovanni Trecroci, vicesindaco e assessore ai Lavori pubblici in una giunta a guida Dc: Trecroci è una figura molto apprezzata in città, sulla quale non ci sono ombre e che nel tempo libero è «un educatore degli scout cattolici del Masci»<sup>32</sup>. Per protesta gli impiegati comunali entrano in sciopero il giorno seguente. Le vie della reazione al potere mafioso sono quindi facilmente schematizzabili: episodi isolati di amministrazioni prevalentemente a guida comunista; singole figure che pagano con la vita l'opposizione alla 'ndrangheta; proteste che seguono l'estrinsicazione della violenza mafiosa. Le proteste seguono solo le esondazioni della violenza mafiosa, mai la sua dinamica interna/ordinaria, verso la quale si tace, anche di fronte a delitti efferati, come l'omicidio di Marcella Tassone, una bambina di dieci anni uccisa insieme al fratello e sfigurata con sei colpi al volto nel 1989, nel paese di Laureana di Borello, all'estremo nord della provincia reggina<sup>33</sup>.
- 28 Solo in corrispondenza dell'affievolirsi della guerra di 'ndrangheta sembra giungere qualche segnale di cambiamento da Reggio Calabria. Nel novembre 1990, durante la tradizionale processione che riporta il quadro della Madonna della Consolazione dal Duomo cittadino alla Basilica dell'Eremo, uno striscione ricorda il rapimento di Vincenzo Medici, sequestrato a Bianco nel 1989 e mai più tornato a casa<sup>34</sup>. A guerra ormai conclusa, il 6 ottobre 1991, nel capoluogo reggino si svolge una edizione straordinaria della Marcia per la pace che per tradizione collega Perugia ad Assisi. La marcia si snoda questa volta dal centro di Reggio Calabria al quartiere periferico di Archi. Gli scout, l'associazionismo cattolico, la sinistra reggina e nazionale (è presente anche il segretario del Pds Achille Occhetto), partecipano in massa a questo evento, preceduto da gruppi di lavoro, ai quali partecipa anche un veterano dell'impegno meridionalista come Danilo Dolci. Tra i testimoni c'è chi ricorda il silenzio irrealistico di Archi, ma nessuno nega l'imponenza della marcia, una delle manifestazioni più grandi mai realizzate in città e alla quale partecipano soprattutto i giovani<sup>35</sup>. Sarebbe facile quanto frettoloso giudicare come estemporanea la marcia contro la 'ndrangheta del 1991, ma la manifestazione contribuisce a implementare una pedagogia civile, i cui frutti non sono per ovvie ragioni immediatamente percepibili. In ogni caso, fin da subito la marcia del 1991 contribuisce a intrecciare e irrobustire i rapporti tra settori del cattolicesimo reggino sempre più

insofferenti verso la democrazia cristiana e la sinistra cittadina. Da questi due alvei, oltre che dalla implosione per via giudiziaria della classe dirigente che aveva governato Reggio negli anni Ottanta, nascerà l'esperienza della cosiddetta primavera reggina, ossia gli otto anni di governo di Italo Falcomatà (1993-2001).

## L'intervento dello Stato e la pax mafiosa

- 29 Il passaggio dalla prima alla seconda stagione della storia repubblicana sembrerebbe essere affrontato dalla 'ndrangheta meglio di quanto non faccia Cosa nostra, in particolare grazie all'estraneità alla stagione stragista del 1992-1993 che consentirebbe alla 'ndrangheta di non essere investita dalla reazione dello Stato<sup>36</sup>. L'impressione è che questo giudizio, come molti altri espressi sulla mafia calabrese, vada parzialmente rivisto poiché riflette una tendenza a fornire una immagine di onnipotenza della 'ndrangheta tale da astrarre il fenomeno dalla storia. La 'ndrangheta partecipa alla stagione stragista e viene anche duramente colpita dallo Stato negli anni Novanta, un decennio che si caratterizza per l'intensità della repressione delle mafie. Corrispondentemente a questa repressione e all'istituzione di nuovi dispositivi di legge per contrastare la criminalità organizzata, la reazione sociale contro la 'ndrangheta si espande e si articola.
- 30 La pax mafiosa reggina è sancita con l'omicidio di un magistrato, Antonino Scopelliti, che avrebbe dovuto rappresentare l'accusa in Cassazione nel maxiprocesso contro Cosa nostra. L'atto è del tutto congruente con la strategia dei corleonesi, che infatti lo commissionano ai calabresi. Inoltre, tra il 1993 e il 1994, Reggio Calabria è il teatro di una serie di attentati nei confronti delle forze dell'ordine, all'epoca ritenuti difficili da spiegare e che recentemente sono stati inquadrati all'interno dell'escalation stragista messa in piedi da Cosa nostra dal 1992 in poi. Il 2 dicembre 1993 i carabinieri Silvio Ricciardo e Vincenzo Pasqua subiscono un agguato e rimangono miracolosamente illesi. Il 18 gennaio 1994 vengono inseguiti in autostrada e ammazzati i carabinieri Antonino Fava e Vincenzo Garofalo. Due giorni dopo i sindacati dichiarano sciopero generale, in occasione dei funerali, e la trasmissione televisiva *Il rosso e il nero*, condotta da Michele Santoro, sceglie di trasmettere una sua puntata da Reggio Calabria, pochi giorni dopo la quale, il primo febbraio 1994, i carabinieri Salvatore Serra e Bartolomeo Musicò sono feriti gravemente in un terzo attentato<sup>37</sup>. Al tempo stesso, in termini di repressione del fenomeno, negli anni Novanta è istruito il processo Olimpia, che colpisce duramente il gotha e la manovalanza della mafia reggina: su 282 processati 176 sono condannati, 62 dei quali alla pena dell'ergastolo. Sarà solo il primo di una lunga serie di processi che colpiranno la criminalità organizzata calabrese, segnando una cesura con un passato caratterizzato quantomeno dalla indulgenza della magistratura nei confronti della 'ndrangheta. Tuttavia, quest'ultima affronta l'offensiva delle istituzioni giovandosi di una forte coesione interna, dovuta ad alcuni caratteri dell'organizzazione, in particolare la presenza di livelli segreti di affiliazione e la struttura rigidamente familiare delle 'ndrine.
- 31 La fine della Seconda guerra di mafia riporta la 'ndrangheta all'obiettivo di realizzare una struttura unitaria e regolata. Dopo la *Santa* nascono il *Crimine*, ulteriore livello gerarchico che tutela le «regole basilari dell'organizzazione»<sup>38</sup>, e gli *invisibili*, soggetti la cui presenza è segreta per gli affiliati semplici. Le scelte organizzative inaugurano un lungo periodo di pax mafiosa giunto fino ai giorni nostri. Nella provincia di Reggio Calabria il numero degli omicidi crolla nel giro di pochi anni e le poche volte che la 'ndrangheta fa ricorso ai killer

è per attentati selettivi, ai quali non segue mai l'innesco del circuito di reazione/vendetta tipico delle guerre di mafia.

- 32 La stabilizzazione interna della 'ndrangheta ha l'obiettivo di stabilizzare il giro di affari legali e illegali in continua crescita dell'organizzazione criminale. Tuttavia, appare poco persuasivo sostenere, come fanno alcuni interpreti del fenomeno, che la 'ndrangheta agisca ormai come una forza totalitaria capace di assuefare i calabresi al silenzio<sup>39</sup>. Il paradigma può condurre a infelici paradossi, come stimare in «*more than 200 cases*» le denunce annue contro la mafia calabrese per poi definirle «*a very small part of an increasingly widespread phenomenon in which the victims are very reluctant to denounce*»<sup>40</sup>. Difficile immaginare un sistema totalitario nel quale sono permesse 200 denunce l'anno contro chi può esercitare l'arbitrio in luogo del diritto.
- 33 I processi contro le 'ndrine rivelano numerosi casi di condanne e provvedimenti giudiziari determinati da estorsioni. A questo proposito è interessante quanto emerso dal processo Tirreno nelle parti relative al sistema di imposizione mafiosa nella città di Gioia Tauro. Le cosche locali giungono addirittura a una convocazione collettiva dei commercianti per discutere delle modalità del pizzo. Ma anche in una zona in cui il potere della mafia è così vastamente esteso, non mancano i soggetti che si rifiutano di pagare, subendo ritorsioni, pur trattandosi talvolta di figure prima vicine ad ambienti mafiosi e che in seguito decidono di denunciare o di agire da talpe consentendo di acquisire prove decisive ai fini della condanna dei propri estorsori<sup>41</sup>. Né si può certo parlare di una reazione ambientale tipicamente calabrese all'intimidazione mafiosa: la proliferazione della 'ndrangheta al nord negli anni Sessanta, quando il fenomeno era ancora debole, avviene con la connivenza delle ditte settentrionali che per evitare ritorsioni preferiscono concedere i subappalti alle ditte collegate alle 'ndrine; inoltre, l'espansione della 'ndrangheta fuori dal territorio calabrese incontra una opposizione sociale flebile. Di «silenzio» e «omertà» della «società civile» ha parlato nel maggio 2016 la Commissione antimafia per riferirsi alla reazione alla 'ndrangheta in Emilia Romagna, rilevando inoltre come alle indagini delle forze dell'ordine non abbia «fatto seguito un altrettanto apprezzabile numero di denunce da parte delle vittime»<sup>42</sup>.
- 34 Ritornando alla Calabria e agli anni Novanta, dal principio di questo decennio emergono casi anche eclatanti di denuncia della 'ndrangheta. Il primo, in ordine di tempo e di importanza, riguarda la famiglia nobiliare dei Cordopatri. Le vessazioni da essa subite si inseriscono in un processo storico di spoliazione della proprietà dei fondi più fertili a favore delle 'ndrine nella piana di Gioia Tauro. Già nel 1965 la famiglia Cordopatri rifiuta «di stipulare contratti di affittanze agrarie relativamente ad un loro fondo di complessivi 12 ettari con la famiglia Mammoliti», come ricostruisce la relazione presentata da Nichi Vendola alla Commissione parlamentare d'inchiesta sulla mafia il 26 luglio 1995. Per ottenere il terreno i Mammoliti ricorrono a un prestanome, Francesco Ventrice, che stipula un contratto semestrale, al termine del quale occupa le terre dei Cordopatri a nome dei suoi reali mandatarî. Ventrice percepisce inoltre «i contributi comunitari per produzione dell'olio di oliva in nome e per conto di Mammoliti Vincenzo» che fornisce «gli operai ed i mezzi per la conduzione del fondo». Non sono vicende venute alla ribalta solo negli anni Novanta, già nel processo De Stefano + 59, svoltosi nel 1979, Domenico Cordopatri è indicato come l'unico proprietario terriero della piana che denuncia le intimidazioni mafiose insieme a Leopoldo Greco, che subisce un tentato omicidio. Proprio nel 1979 Ventrice subaffitta i terreni a Maria Rosa Mammoliti, che otterrà «indebitamente oltre 100.000.000 di lire per contributi comunitari – relativamente agli anni 1985-1992 in

relazione al possesso illegittimo di circa 12 ettari di proprietà del Barone Cordopatri». Solo nel 1990 Antonio Cordopatri riprende in mano la conduzione dei fondi, ma inutilmente: non riesce nemmeno a trovare «la manodopera necessaria per coltivare i terreni» e «gli affittuari del fondo vicino, sempre di proprietà della famiglia Cordopatri», decidono «di non pagare il canone» e rendono «improduttiva l'intera proprietà (d'oltre 35 ettari)». Antonio Cordopatri sceglie di «tagliare le piante e vendere il legname», piuttosto che vendere la proprietà, e denuncia i Mammoliti: subisce un attentato andato a vuoto nell'ottobre 1990 e viene infine ucciso il 10 luglio 1991. La sorella Teresa assiste all'omicidio e testimonia contro l'assassino, Salvatore La Rosa, contribuendo a farlo condannare a 25 anni di carcere, dando inoltre inizio dal 12 settembre 1994 a «uno sciopero della fame davanti al Palazzo di Giustizia di Reggio Calabria».

- 35 La battaglia della Cordopatri rivela ancora una volta quanto sia difficile ridurre a una relazione schematica il rapporto tra società civile e 'ndrangheta: simultaneamente possono esservi contrapposizioni e sovrapposizioni tra di esse. La relazione di Vendola rispecchia queste contraddizioni. La vicenda è definita il segnale di una «società civile che alza la testa e si ribella», ma al tempo stesso Vendola sottolinea più volte il «completo isolamento» in cui vive la Cordopatri, dal momento che non riesce a trovare manovalanza per raccogliere «le olive», né «per un certo tempo» un avvocato disposto a difenderla «nei processi»<sup>43</sup>. Tuttavia, la protesta di Teresa Cordopatri non sembra del tutto isolata. Le poche associazioni antiracket calabresi – al 29 settembre 2017 risultano essere 9 contro le 43 siciliane – sono concentrate nella loro maggioranza (5) nella piana di Gioia Tauro, ossia nel comprensorio in cui si trovano i terreni dei Cordopatri. In questa area è inoltre individuabile la presenza di una mobilitazione contro la 'ndrangheta già dagli anni Settanta e negli anni Novanta influisce, ovviamente, anche l'effetto emulativo nei confronti delle associazioni antiracket nate in Sicilia. Infine, è nella piana di Gioia Tauro che gli attriti tra amministrazioni comunali e 'ndrangheta divengono rilevanti in questo decennio, dopo anni di acquiescenza delle prime alla seconda.
- 36 La frattura tra prima e seconda stagione della storia repubblicana consente l'affermarsi di amministrazioni comunali di nuovo segno rispetto a quelle che negli anni Ottanta si erano costruite sotto le bandiere del pentapartito. Sono amministrazioni contro le quali la 'ndrangheta scende apertamente in campo. Aldo Alessio, dirigente del Partito democratico della sinistra (Pds), diviene sindaco di Gioia Tauro nonostante i Piromalli si spendano contro di lui nella campagna elettorale. Alessio denuncia la presenza delle cosche nel porto e viene più volte minacciato<sup>44</sup>. Durante la sua sindacatura, il 25 settembre 1998, viene ucciso Luigi Ioculano, medico ex Dc, che rifiuta di sostenere il candidato dei Piromalli, contribuisce all'elezione di Alessio, ne pungola anche criticamente l'azione amministrativa, conducendo una battaglia per la trasparenza<sup>45</sup>. A Rosarno, dove è sindaco Giuseppe Lavorato, amico fraterno di Valarioti, vengono «incendiate le scuole»; a Seminara nel settembre 1996 il municipio è «dato alle fiamme» dopo che alcune amministrazioni comunali hanno invitato le imprese «a non piegarsi alla logica del pizzo». L'atto più eclatante avviene probabilmente nel comune capoluogo: a Reggio Calabria viene bruciato il portone di casa del sindaco Italo Falcomatà. È soprattutto in seguito a questo attentato che la Commissione Antimafia decide di svolgere un sopralluogo e delle audizioni nella provincia reggina, raccogliendo le testimonianze di associazioni, amministratori e imprenditori locali. Tra questi ultimi Cesare Diano, presidente dell'Associazione industriale di Reggio Calabria, riporta la sua esperienza durante le audizioni, denunciando furti, incendi, attentati e il sequestro di un figlio subiti



nel corso degli anni. I vertici di Confocommercio e Confesercenti collaborano inoltre con le attività della Commissione proponendosi di contribuire a una maggiore conoscenza del fenomeno e del modo in cui la 'ndrangheta sta infiltrando l'economia cittadina. A distinguersi da questo fronte che quantomeno denuncia l'esistenza della 'ndrangheta è il centro-destra, locale e nazionale. Nelle elezioni politiche del 1994 il Polo del buongoverno candida Amadeo Matacena jr nel collegio uninominale Reggio Calabria-Villa San Giovanni: durante la campagna elettorale Matacena ostenta «il proprio accompagnarsi, perfino amicale», con Carmine Alvaro, boss di Sinopoli, e partecipa al matrimonio di sua figlia<sup>46</sup>.

- 37 Riguardo la reazione sociale alla 'ndrangheta una significativa novità degli anni Novanta è la nascita di esperimenti cooperativistici che ambiscono a sconfiggere le organizzazioni criminali attraverso lo sviluppo economico dal basso, nella convinzione non sempre suffragata dai fatti che lo sviluppo e l'occupazione siano il viatico principale per sconfiggere le mafie. Il caso indubbiamente più noto è quello delle cooperative fondate nella Valle del Bonamico, a Platì, nel cuore storico della 'ndrangheta. Le cooperative, sorte principalmente per iniziativa del vescovo di Locri-Gerace Giancarlo Bregantini, producono frutti di bosco in Aspromonte, area climatica nella quale è possibile anche un raccolto invernale, in collaborazione la cooperativa trentina Sant'Orsola, che si occupa della loro commercializzazione<sup>47</sup>. Nel corso degli anni le cooperative della locride sono state vittime di intimidazioni, che hanno comportato la distruzione di seimila metri quadrati di serre nel 2002 e di diecimila piantine di frutti di bosco nel 2006.
- 38 Il quadro della reazione alla 'ndrangheta dagli anni Novanta non è quindi né statico né idilliaco. Infine, di antimafia in Calabria si continua a morire, come nel caso di Adolfo Cartisano, locrese, ex giocatore di calcio e fotografo. Taglieggiato dalle cosche, non cede e denuncia. Per ritorsione prima gli viene bruciata la macchina e poi viene rapito nel luglio 1993. Non farà mai più ritorno a casa. Nei giorni successivi al rapimento Bovalino, il paese in cui Cartisano vive, è teatro di una manifestazione che ne chiede la liberazione. Le strade principali «sono tappezzate di lenzuola bianche». Una nuova manifestazione viene realizzata il 31 luglio e nasce il comitato «Pro Bovalino Libera». Tra le iniziative di protesta sperimentate vi è l'installazione di «due tende nella piazza principale del paese» e «la catena del digiuno». I resti di Cartisano sono trovati dieci anni dopo il rapimento. Nel posto in cui è avvenuto il ritrovamento una croce ne ricorda la figura e ogni 22 di luglio la famiglia vi si reca lungo un cammino di nove chilometri, che si snoda all'interno dell'Aspromonte. L'iniziativa ha ispirato la marcia della memoria antimafia che si svolge da anni, prevalentemente ma non necessariamente in Calabria, per iniziativa dell'Associazione Da Sud<sup>48</sup> e che si inserisce in una delle tipologie di reazione contro le mafie oggi più diffuse, ossia quella che fa ricorso alla politica della memoria come vettore di una pedagogia civile.

## Gli anni Duemila

- 39 Il quadro degli anni Novanta non è quello di una società impotente e silente. Anche spostandoci al decennio successivo è difficile affermare che la presenza della 'ndrangheta sia totalitaria e abbia indotto la società calabrese a una sorta di silenzio da trauma<sup>49</sup>. Dal 2000 al 2004, ad esempio, le 'ndrine attuano «323 atti intimidatori nei confronti di amministratori locali calabresi», mentre nel periodo di tempo che va dal 2000 al giugno 2008 si registrano «13.785 denunce, delle quali 1900 per estorsione»<sup>50</sup>. Al 12 dicembre 2007, il 27% dei testimoni di giustizia riguarda la 'ndrangheta. Il tasso di

testimoni, che non provengono da ambienti mafiosi per quanto possano avere avuto contiguità con essi, è significativamente più alto rispetto a quello dei collaboratori di giustizia calabresi, che invece hanno un passato di appartenenza alle mafie<sup>51</sup>.

- 40 Negli anni Duemila la 'ndrangheta compie ancora atti eclatanti, come l'omicidio del presidente del Consiglio regionale della Calabria Francesco Fortugno, avvenuto nella sede in cui si stanno svolgendo le elezioni primarie per la scelta del candidato alla guida nazionale della coalizione di centro-sinistra (16 ottobre 2005), e la strage di Duisburg (15 agosto 2007). Tuttavia, queste azioni somigliano a una parentesi rumorosa in un ventennio vissuto sottotraccia. Il basso profilo non coincide con la scarsa notorietà del fenomeno, che diviene invece sempre più familiare presso l'opinione pubblica. A tenere viva l'attenzione nel nuovo millennio è soprattutto l'azione sistematica della magistratura reggina e nazionale. Le inchieste rivelano l'estesa presenza della 'ndrangheta al di fuori della Calabria, in particolare nelle due capitali del Paese, Milano e Roma, e la sua grande capacità di imporsi nell'economia legale. Inoltre, la magistratura reggina fa emergere lo sfondo inquietante su cui si staglia l'amplissimo consenso della giunta comunale guidata per otto anni da Giuseppe Scopelliti, sindaco di Alleanza Nazionale che nel 2007 viene premiato dall'elettorato reggino col 72% dei consensi. Nel caso reggino la compenetrazione tra 'ndrangheta e politica si rivela così intensa da condurre allo scioglimento del comune il 9 ottobre 2012. È la prima volta che accade in Italia a un capoluogo di provincia. Lo scioglimento colpisce la giunta guidata dal sindaco Demetrio Arena che ha raccolto l'eredità e gli uomini di Scopelliti, divenuto governatore regionale della Calabria nel 2010.
- 41 Le ragioni della contiguità esplicitate nel provvedimento di scioglimento sono le più disparate: parentele, frequentazioni e veri e propri fenomeni di collusione di alcuni consiglieri comunali con mafiosi; la presenza diffusa di impiegati collegabili alla 'ndrangheta; l'uso distorto dei servizi comunali a giovamento di pregiudicati per reati di mafia; la paralisi del settore del comune che si occupa dei beni confiscati; l'abusivismo diffuso nei mercati comunali; la condizione di illegalità nella quale versa il Settore Urbanistica, uno dei più critici per la città, abbruttita fino all'inverosimile dall'abusivismo edilizio. Pesantemente infiltrate dalla mafia sono anche le società miste Leonia e Multiservizi, che si occupano rispettivamente della nettezza urbana e delle manutenzioni cittadine: sono sciolte anch'esse. Grazie alle inchieste della magistratura diviene anche noto che Paolo Martino, uomo dei De Stefano in Lombardia, contribuisce a uno degli aspetti più noti della strategia del consenso di Scopelliti, ossia l'uso disinibito dei fondi comunali per spettacoli e concerti. La rozza *grandeur* di Scopelliti può prendere corpo anche grazie ai buoni uffici che Martino vanta presso l'impresario Gabriele «Lele» Mora, un viatico affinché, durante le notti bianche della città, per le vie di Reggio Calabria possa sfilare il gotha del cattivo gusto all'italiana. Anche l'imprenditoria cittadina è falcidiata dalle inchieste. Sono arrestati, tra gli altri, Pasquale Rappoccio, titolare della Medinex srl e presidente dell'omonima squadra di pallavolo femminile, che giunge anche alla vittoria dello scudetto; Gioacchino Campolo, imprenditore nel ramo dei videopoker e proprietario dell'ex cinema Margherita, il più noto della città nonché sede della segreteria di Scopelliti durante la campagna elettorale del 2007; il consigliere comunale Dominique Suraci, imprenditore nel settore della grande distribuzione; Salvatore Mazzitelli, proprietario del Lido Calajunco, porta d'ingresso della movida cittadina<sup>52</sup> e confiscato nel dicembre 2015 perché «nella totale disponibilità di Cosimo Alvaro»<sup>53</sup>. Nel mondo dell'imprenditoria, più direttamente a contatto con la 'ndrangheta e le sue vessazioni, non si danno solo casi di

compenetrazione tra impresa e 'ndrangheta, ma emergono anche singole figure che contrastano il potere mafioso. È il caso di Gaetano Saffioti, che ha denunciato le cosche Piromalli e Bellocco dal 2002, continuando a svolgere sotto scorta la sua attività di imprenditore in Calabria e all'estero, o di Tiberio Bentivoglio, imprenditore che si è opposto ai clan del quartiere di Condera e nel febbraio 2011 è scampato a un attentato per una serie di fortunati eventi.

- 42 Negli anni Duemila le ulteriori reazioni della società civile si possono distinguere infine tra gli estemporanei quanto irrelati fenomeni di protesta e quelli che invece rivelano una acquiescenza al cosiddetto «modello Reggio». Alla prima tipologia appartengono le associazioni antimafia sorte sull'onda della reazione emozionale ad alcuni eventi criminosi. Dopo l'uccisione di Fortugno, ad esempio, nasce l'associazione *Adesso ammazzateci tutti*, che prende il suo nome da uno striscione esposto nella manifestazione di protesta successiva all'omicidio. Lo striscione e il leader dell'associazione, Aldo Pecora, vivono un improvviso quanto effimero successo mediatico, mentre di questa associazione antimafia sopravvive oggi solo un sito d'informazione largamente inattivo. Nel 2010, dopo le intimidazioni che la 'ndrangheta rivolge ad alcuni magistrati della Procura di Reggio Calabria, nasce l'associazione *ReggioNonTace*. Alla sua nascita partecipano anche i padri gesuiti reggini e la prima iniziativa che l'associazione propone è un patto etico sottoposto ai candidati alle elezioni amministrative. Non avrà particolare successo e anche *ReggioNonTace* diraderà rapidamente la sua presenza nel dibattito pubblico cittadino.
- 43 La vita delle associazioni nate in corrispondenza di eventi criminosi attribuibili alla 'ndrangheta si sviluppa in modi che sembrano ricorrenti: a un picco di iniziative immediatamente successivo alla nascita delle associazioni fa poi seguito un crollo delle attività segnalate, tra le quali intercorrono intervalli di più anni. In linea di massima queste associazioni esauriscono la loro attività nell'ambito dell'informazione *on line*, aggiungendo la propria voce a quella di alcuni organi di informazione locali che fanno della attività d'inchiesta sulle mafie una delle loro ragioni d'essere (in particolare i giornali il *Corriere della Calabria* e *Il Dispaccio*).
- 44 Ma più che l'attitudine alla denuncia, nel discorso pubblico reggino degli anni Duemila sembra prevalere quella della acquiescenza. Un episodio significativo avviene il 18 settembre 2012, quando viene reso pubblico il manifesto intitolato «Reggio rivendica il suo ruolo». Si tratta di un breve quanto ambiguo appello firmato da circa cinquecento tra «professionisti reggini, imprenditori e rappresentanti di associazioni antimafia e di categoria» col quale si denuncia una imprecisata «campagna di diffamazione» che avrebbe criminalizzato «un'intera città non distinguendo tra i delinquenti e le decine di migliaia di persone oneste che quotidianamente si spendono per affrontare ogni tipo di avversità e che sono le prime vittime di questa violenza». Da un lato il manifesto dichiara «fiducia nell'operato delle istituzioni», ma dall'altro sostiene che intorno a esso si stia costruendo «una strategia denigratoria di una intera comunità» e di «un'intera classe dirigente, imprenditoriale, professionale». «Reggio è una città normale»<sup>54</sup>, conclude un documento reso noto 32 giorni prima che il Ministro dell'Interno presenti la Relazione sul comune di Reggio Calabria che determinerà lo scioglimento della giunta. Il manifesto è presentato nel momento in cui le indagini della magistratura stanno rivelando il cosiddetto modello Reggio in tutta la sua natura luttuosa. Come scritto più volte, gli approcci totalizzanti al rapporto 'ndrangheta/società civile non sono mai proficui. Ma è davvero difficile affermare, di fronte allo stillicidio di arresti e condanne che colpiscono i principali gangli pubblici e privati dell'economia cittadina, la normalità del caso reggino

senza lasciare il dubbio che con quella formula si voglia passare un colpo di spugna su una stagione della storia cittadina al tempo stesso deprecabile e gratificata da consensi altissimi.

- 45 Gli artifici retorici ai quali il manifesto fa ricorso sono radicati nel senso comune reggino. Ad esempio, essi richiamano la retorica del *boia chi molla*, in modo particolare quando rappresentano Reggio come una città i cui talenti vengono umiliati da un nemico esterno. Ma l'aspetto più rilevante e sconcertante del manifesto è il luogo comune reiterato secondo il quale la 'ndrangheta agirebbe isolata da una società civile che la contrasta silenziosamente e con la forza delle sue opere: da un lato una mera banalità, perché è ovvio che non esiste alcuna sovrapposizione integrale tra società civile e 'ndrangheta in Calabria; dall'altro un giudizio sommario e incongruente con l'immagine della 'ndrangheta emersa dalle indagini della magistratura: una associazione ampia e piramidale al tempo stesso, intenzionata a calarsi nella vita politica e istituzionale, trovando terreno fertile ben oltre il recinto delle classi dirigenti cittadine.
- 46 La lettera è firmata, incredibile a dirsi, anche dalle principali associazioni antimafia che agiscono in città (Libera, Riferimenti, Ammazateci tutti, Associazione Antigone «Museo della 'ndrangheta»), emerse da una lunga inattività non per condannare l'espansione del potere mafioso rivelata dalle indagini, ma per prendere le distanze dalle possibili ricadute negative del focus giudiziario e mediatico sull'immagine di Reggio Calabria. L'episodio dà la misura di quanto sia divenuta rachitica l'azione antimafia nella città dello stretto. Il carattere della mobilitazione antimafia a Reggio Calabria appare infatti ormai estemporaneo, reattivo a singoli eventi più che al fenomeno 'ndrangheta in quanto tale, privo di quella connessione con la politica che aveva segnato i due momenti nei quali l'attrito tra la 'ndrangheta e una parte della società civile era stato più percepibile: la seconda metà degli anni Settanta e gli anni Novanta.
- 47 Esclusa l'azione sistematica della magistratura, il contrasto alla 'ndrangheta nella provincia di Reggio Calabria sembra essere vivo solo in quella fascia di società a più diretto contatto con le strategie di espansione della 'ndrangheta. Ci riferiamo ai soggetti che contrastano le mafie facendole concorrenza nell'ambito dell'economia e della produzione di beni, come la cooperativa agricola Valle del Marro: nata nel 2004 a Polistena, per iniziativa di un gruppo di giovani sostenuta dalla rete di Libera e dalla Diocesi di Oppido-Palmi, ha la sua sede in un palazzo confiscato e lavora circa 130 ettari di terreni appartenuti alle 'ndrine della piana di Gioia Tauro, nonostante i numerosi atti intimidatori subiti nel corso degli anni. Per inciso, la cooperativa nasce all'interno di un comune che negli anni si è distinto per il contrasto alla 'ndrangheta e si radica in un'area, la piana di Gioia Tauro, che dagli anni Settanta ha visto al tempo stesso fiorire l'espansione delle cosche fino al punto da soffocare l'imprenditoria locale, ma anche dei significativi fenomeni di contrasto alla criminalità organizzata, da quest'ultima affrontati con intimidazioni e omicidi.

## Conclusioni

- 48 Il rapporto tra mafia e società in Calabria indica quanto sia rischioso adottare una interpretazione normativa del termine società civile: la reazione della società civile alla 'ndrangheta non è univoca, come è ovvio accada a un soggetto plurale, composto di individualità e soggettività collettive spesso irrelate, caratterizzate da sistemi di valori e interessi differenti. La reazione può quindi condurre allo scontro, all'indifferenza o alla

congruenza. Se questi sono i tre atteggiamenti prevalenti, essi non si riproducono con la medesima intensità nel corso degli anni. Gli atteggiamenti della società civile nei confronti del fenomeno mafioso, oltre a essere inscindibili da quelli di altri soggetti quali i partiti e le istituzioni, sono comprensibili solo se calati all'interno della storia calabrese e italiana. Astrarre la questione 'ndrangheta dalla storia agevola le interpretazioni che ritengono il fenomeno impossibile da battere, ma al massimo solo arginabile, perché lo considerano un prodotto dell'antropologia calabrese, piuttosto che un vero e proprio fenomeno storico. È quanto sostiene, ad esempio, Nicola Gratteri, uno dei più brillanti magistrati antimafia calabresi per quanto non altrettanto affidabile come divulgatore e saggista, quando afferma: «io non sono ottimista sul fenomeno mafioso e credo che la mafia non sarà mai sconfitta perché in ognuno di noi c'è un piccolo 'ndranghetista»<sup>55</sup>: un'affermazione che chi scrive ritiene del tutto destituita di fondamento.

- 49 L'apice dello scontro tra una parte della società civile e la 'ndrangheta nel caso calabrese giunge probabilmente tra il 1991 e il 2001. È in questi anni che si registrano le intimidazioni più eclatanti e sistematiche nei confronti degli amministratori locali, ma al tempo stesso nascono anche i dispositivi di legge che consentono l'espansione del fenomeno dei testimoni di giustizia e quello dell'uso dei beni confiscati e si istruisce inoltre il processo Olimpia, il primo che termini con condanne all'ergastolo contro il gotha della 'ndrangheta. Il famigerato processo Montalto, ad esempio, si era concluso con l'assoluzione dei principali capi 'ndrangheta dell'epoca, con una serie di condanne a un massimo di 2 anni e 6 mesi di detenzione e col condono di due anni a pressoché tutti i condannati.
- 50 L'intervento delle istituzioni, in particolare l'intervento repressivo del fenomeno mafioso, e la sensibilità al tema nel discorso politico sono state quindi le condizioni necessarie affinché in Calabria in un determinato periodo storico si sia data una reazione non estemporanea di contrasto della società civile, o almeno di una sua parte, al fenomeno mafioso. In assenza di queste condizioni, come accade nel tempo presente quantomeno per il discorso politico, la reazione sembra divenire fine a se stessa e incapace perciò di sopravvivere ai singoli episodi che la hanno determinata.

---

## NOTE

1. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue: storie, boss e affari della 'ndrangheta, la mafia più potente del mondo*, Milano, Mondadori, 2008, pp. 17-18, 21, 73, 143.
2. Cfr. L. Malafarina, *Cronache mafiose*, Reggio Calabria, Edizioni del Sud, 1974, p. 170.
3. Cfr. L. Barone, *L'ascesa della 'ndrangheta negli ultimi due decenni*, «Meridiana», nn. 7-8, 1989-1990, p. 253; E. Ciconte, *Origins and development of the 'Ndrangheta*, in N. Serenata (a cura di), *The 'Ndrangheta and Sacra Corona Unita*, Cham, Springer, 2014, pp. 33-36; Archivio Direzione Distrettuale Antimafia di Reggio Calabria, richiesta di misure cautelari procedimento Olimpia, cap. XVIII.

4. Cfr. L. Ambrosi, *La rivolta di Reggio: storia di territori, violenza e populismo nel 1970*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2009, p. 160.
5. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., p. 34.
6. Cfr. S. Lupo, *Storia della mafia: dalle origini a giorni nostri*, Roma, Donzelli, 1996, p. 231.
7. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., p. 51. È nota anche l'adesione di parte della 'ndrangheta al fallito golpe Borghese, con una significativa assonanza rispetto alle posizioni di alcuni mafiosi siciliani, nella fattispecie Salvatore Greco detto «Chicchiteddu» e Tommaso Buscetta, che presentano la possibilità di partecipare al Golpe a Luciano Leggio, venendone respinti. Cfr. S. Lupo, *Storia della mafia...*, op. cit., p. 267.
8. Sentenza n. 299 emessa dal Tribunale di Locri il 2 ottobre 1970, pp. 249, 269, 271.
9. Cfr. L. Malafarina, *Cronache mafiose*, op. cit., pp. 17-126.
10. S. Lupo, *Storia della mafia...*, op. cit., p. 238.
11. Cfr. L. Ambrosi, *La rivolta di Reggio...*, op. cit., pp. 160-163. La citazione è a p. 163.
12. Cfr. *ibidem*, pp. 120-sgg., 163, 238-42. Le citazioni sono a pp. 120, 241-242.
13. Cfr. E. Cicone, *Origins and development of the 'Ndrangheta*, in *The 'Ndrangheta...*, op. cit., pp. 33-36.
14. Memoriale di Giacomo Lauro datato 11 febbraio 1993, citato in Operazione Olimpia, parte V, espansione territoriale e devianze, p. 14.
15. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., pp. 46-47.
16. Cfr. A. Sergi e A. Lavrogna, *'Ndrangheta: The Global Dimensions of the Most Powerful Italian Mafia*, Cham, Springer, Palgrave Macmillan, 2016, p. 20.
17. Cfr. L. Barone, *L'ascesa della 'ndrangheta...*, art. cit., p. 249.
18. Cfr. S. Lupo, *Storia della mafia...*, op. cit., pp. 234-235.
19. Testimonianza di Gaetano Costa, verbale del 16 settembre 1994, p. 265.
20. Cfr. S. Lupo, *Storia della mafia...*, op. cit., pp. 226-227, p. 245.
21. Cfr. E. Fantò, *Struttura e forma del potere politico della mafia reggina*, in *Reggio Calabria quale ruolo, quale sviluppo*, autori vari, Reggio Calabria, Gangemi, 1985, pp. 219-235.
22. Procedimento penale Condello Pasquale ed altri - n. 46/93 R.G. D.D.A. Reggio Calabria. Inoltre cfr. Relazione del Senatore Michele Figurelli sullo stato della lotta alla criminalità organizzata in Calabria: Relazione Figurelli approvata dalla Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia e delle altre associazioni criminali similari il 26 luglio 2000, p. 123.
23. Richiesta P.M. della D.D.A. di Reggio Calabria, di misura cautelare del 21/12/1994, nel processo n. 46/93, più noto come Operazione Olimpia citato in Relazione annuale sulla 'ndrangheta del deputato Francesco Forgione presentata dalla Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della criminalità organizzata mafiosa o similare il 19 febbraio 2008, p. 32.
24. Relazione annuale sulla 'ndrangheta del deputato Forgione, op. cit., p. 35.
25. Cfr. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati: vittime della 'ndrangheta*, Roma, Castelvecchi, 2010. Le citazioni sono a pp. 312, 323, 394.
26. Cfr. E. Fantò (a cura di), *Mafia, 'ndrangheta e camorra: dopo la legge La Torre*, Reggio Calabria, Gangemi, 1989, p. 314; D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., pp. 205-sgg.

27. Nel caso siciliano, invece, la seconda guerra di mafia si gioca anche sul filo dei tradimenti interni alle famiglie di sangue. S. Lupo, *Storia della mafia...*, op. cit., p. 244.
28. Per un esempio di questo paradigma cfr. N. Serenata, *Introduction*, in *The 'Ndrangheta...*, op. cit., p. 1. Utilizzando lo strumento «Ngram Viewer» di Google Books nella saggistica italiana si registra un incremento costante dell'uso del termine tra il 1959 e il 1994, una rapida decrescita tra il 1994 e il 1999, una impennata dopo il 1999, mentre nella letteratura anglofona il picco è raggiunto nel 1996, l'uso del termine crolla invece dal 1996 al 2002, mentre una rapida risalita si registra tra il 2005 e il 2008, anno fino a cui sono disponibili le statistiche.
29. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., p. 12.
30. Cfr. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., pp. 13-18.
31. Cfr. *Mafia, 'ndrangheta e camorra...*, op. cit., p. 314, R. Siebert, *Mafia and daily life: the evolution of gender and generational relationship*, in *The 'Ndrangheta...*, op. cit., pp. 17-18.
32. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., p. 299.
33. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., p. 138.
34. Cfr. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., p. 107.
35. P. Riso, *Il diario della Reggio-Archi*, 18 ottobre 2011. Online: [<http://www.stopndrangheta.it/stopndr/art.aspx?id=1140,C%27ero+anch%27io+-+il+diario+della+Reggio-Archi>] (consultato il 24 giugno 2018 ma il sito è ormai inaccessibile).
36. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., pp. 51-52.
37. Cfr. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., pp. 269-273.
38. Tribunale di Reggio Calabria, sentenza n. 106, 8 marzo 2012 (detta Sentenza Crimine), p. 101.
39. Cfr. R. Siebert, *Mafia and daily life...*, op. cit. pp. 15-19; E. G. Parini, *'Ndrangheta. Multilevel criminal system of power and economic accumulation*, in *The 'Ndrangheta...*, op. cit., p. 54.
40. *Ibidem*, p. 55.
41. Corte d'Assise di Palmi, sent. n. 7 del 25 novembre 1997, pp. 145, 598-600, 2071, 2214 e ssg.
42. Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno delle mafie e sulle altre associazioni criminali anche straniera, relazione sui comuni sciolti per infiltrazione presentata dall'on. Rosy Bindi il 31 maggio 2016, p. 80.
43. Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni criminali similari, relazione dell'onorevole Nicola Vendola sul «caso Cordopatri» approvata il 26 luglio 1995, pp. 9-10, 14-15, 27.
44. Cfr. G. Buccini, *Gioia Tauro, i container contro le cosche*, «Corriere della Sera», 15 aprile 1998.
45. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., p. 297.
46. Cfr. Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia e delle altre associazioni criminali similari, relazione dell'onorevole Michele Figurelli approvata il 26 luglio 2000, pp. 20-221. Le citazioni sono a pp. 25, 27-28, 36.
47. A. Laggia, *I lamponi del vescovo*, «Famiglia cristiana», a. LXVIII, n. 13, 1998.
48. Cfr. D. Chirico e A. Magro, *Dimenticati...*, op. cit., pp. 139-147. Le citazioni sono a pp. 139-140.

49. È il caso di R. Siebert, *Mafia and daily life...*, op. cit., p. 19.
50. Cfr. N. Gratteri e A. Nicaso, *Fratelli di sangue...*, op. cit., p. 85.
51. Cfr. Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della criminalità organizzata mafiosa o similare, relazione della deputata Angela Napoli presentata il 19 febbraio 2008, pp. 37-40.
52. Cfr. C. Cordova, *Il sistema Reggio*, Reggio Calabria, Laruffa, 2013.
53. A. Candito, 'Ndrangheta, colpo alla cosca Alvaro, «Corriere della Calabria», 11 dicembre 2015. Online: [<https://www.corrieredellacalabria.it/cronaca/item/41030-ndrangheta-colpo-alla-cosca-alvaro-confiscati-beni-da-15-milioni/>] (consultato il 10/12/2018). Per quanto riguarda gli altri imprenditori citati Campolo è stato condannato a 16 anni di carcere nell'ottobre 2013, Rappoccio è stato condannato in primo grado a cinque anni, poi assolto in appello e infine l'assoluzione è stata annullata dalla Corte di Cassazione nell'aprile 2018, Suraci è stato condannato a 12 anni di carcere nel giugno 2018.
54. *Reggio, un manifesto per difendere la città*, «Strill», 18 settembre 2012. Online: [<http://www.strill.it/citta/reggio/2012/09/reggio-un-manifesto-per-difendere-la-citta-reggio-rivendica-il-suo-ruolo-lelenco-provvisorio-dei-437-firmatari/>] (consultato il 10/12/2018).
55. Dichiarazione riportata in G. Candido, *Gratteri: «la 'ndrangheta può essere arginata ma non sarà mai distrutta»*, «Strill», 24 novembre 2010. Online: [<http://www.strill.it/rubriche/la-ferita/2010/11/gratteri-la-ndrangheta-puo-essere-arginata-ma-non-sara-mai-distrutta/>] (consultato il 10/12/2018).

## RIASSUNTI

Il saggio tematizza i rapporti tra la società civile calabrese e la 'ndrangheta dalla fine degli anni Sessanta ai giorni nostri. La ricostruzione focalizza in particolare il caso della provincia di Reggio Calabria. L'ipotesi sostenuta è che la relazione tra 'ndrangheta e società civile non sia univoca. Il rapporto si sviluppa semmai secondo tre atteggiamenti prevalenti: la reazione antimafia; l'indifferenza alla 'ndrangheta; la congruenza con gli obiettivi della criminalità organizzata. Non si può perciò considerare la 'ndrangheta come un soggetto estraneo o contrapposto alla società civile. Essa semmai si muove all'interno della società civile, determinando risposte contrastanti. Nel caso specifico della reazione contro la 'ndrangheta, il saggio propone una periodizzazione che individua la fase più acuta di questo fenomeno nella seconda metà degli anni Settanta e negli anni Novanta. È stata prestata inoltre particolare attenzione al modo in cui la 'ndrangheta ha trasformato la sua dimensione associativa negli ultimi cinquant'anni. In questa evoluzione sono state individuate sia le cause della prima e della seconda guerra di 'ndrangheta, durate rispettivamente dal 1974 al 1976 e dal 1985 al 1991, sia le ragioni della penetrazione di questa organizzazione criminale nel tessuto sociale ed economico calabrese.

L'article vise à analyser les rapports entre la société civile calabraise et la 'ndrangheta de la fin des années 1960 à nos jours. La reconstruction se concentre sur la région de Reggio de Calabre. La thèse principale est que la relation entre la 'ndrangheta et la société civile n'est pas univoque mais présente trois caractéristiques principales : l'opposition à la 'ndrangheta (antimafia) ; l'indifférence à ce phénomène ; la complicité avec les intérêts des organisations criminelles. Dès



lors, on ne peut pas considérer la 'ndrangheta comme un sujet externe et opposé à la société civile. La mafia calabraise agit plutôt dans la société civile, ce qui entraîne des réactions contradictoires. En ce qui concerne la réaction d'opposition à la 'ndrangheta, cette étude identifie les phases plus intenses dans la seconde moitié des années 1970 et dans les années 1990. On analyse aussi les évolutions structurelles de la 'ndrangheta dans les cinquante dernières années. Ces évolutions nous paraissent être à l'origine de la première et de la seconde guerre de la 'ndrangheta (1974-1976 ; 1985-1991) ainsi que de l'enracinement de cette organisation criminelle dans le tissu social et économique calabrais.

The essay analyses the relationship between Calabrian civil society and the 'ndrangheta from the late sixties to the present day. The reconstruction focuses on the Reggio Calabria region. The main thesis is that the relationship between 'ndrangheta and civil society is not univocal but has three main characteristics: reaction against organized crime (antimafia); indifference to it; compliance with the criminal organizations interests. Therefore, the 'ndrangheta cannot be considered as an external and opposed subject to civil society. The Calabrian mafia acts rather within civil society, triggering conflicting answers. In the specific case of the reaction against the 'ndrangheta, the essay proposes a periodization that identifies the most acute phase of this phenomenon in the second half of the seventies and in the nineties. Moreover, the essay focuses on the way 'ndrangheta changed its internal structure in the last fifty years. Such a transformation was one of the main causes of the first and second 'ndrangheta wars (1974-1976; 1985-1991): a process which facilitated the involvement of organized crime in Calabrian civil society.

## INDICE

**Parole chiave** : storia dell'Italia repubblicana, società civile, 'ndrangheta, antimafia, Reggio Calabria

**Keywords** : history of the Italian republic, civil society, 'ndrangheta, antimafia, Reggio Calabria

**Mots-clés** : histoire de l'Italie républicaine, société civile, 'ndrangheta, antimafia, Reggio de Calabre

## AUTORE

### GREGORIO SORGONÀ

Gregorio Sorgonà (Reggio de Calabre, 1980) est docteur en histoire contemporaine et secrétaire du conseil scientifique de la Fondation Gramsci. Il est spécialiste de l'histoire politique de l'Italie au XX<sup>e</sup> siècle. Parmi ses publications : *La scoperta della destra: il Movimento sociale italiano e gli Stati Uniti d'America* (Viella, 2019) ; *Franco De Felice: il presente come storia*, G. Sorgonà et E. Taviani éd., *Annale XIX della Fondazione Gramsci* (Carocci, 2016).